

28. crime et immoralité

Crime et immoralité

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications 6 mars 2005, 19 janvier 2023 à Seq:

L'occupation militaire territoriale non divulguée et illégale de ce pays et de nombreux autres pays dans le monde a été accomplie par les sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia et une pléthore d'organisations de construction similaire agissant comme des franchises dans d'autres coins du monde.

Ces sociétés renégates suivent le même schéma de base jusqu'au même résultat: l'occupation militaire par les forces territoriales agissant secrètement comme des mercenaires commerciaux et opérant à partir d'enclaves territoriales utilisées comme bases pirates et paradis fiscaux.

Ces corsaires opéraient à l'origine sous des lettres de marque émises par le lord-maire de la ville intérieure de Londres et le monarque britannique, mais ces lettres de marque sont jugées invalides, en particulier en ce qui concerne notre pays et notre population en tant qu'États neutres non engagés dans de tels "guerre non officielle" ou conflit mercenaire.

Les auteurs ont utilisé l'île de Man à cette fin en Grande-Bretagne, dans le district de Columbia et à Porto Rico aux États-Unis, sur l'île Norfolk en Australie, et plus récemment, ils développent les îles Mariannes dans le même but.

Il peut être anti-intuitif de penser que ces minuscules enclaves peuvent être d'une grande importance, mais l'importance devient claire lorsque vous réalisez que ces enclaves peuvent être contrôlées très facilement et que les lois adoptées dans ces enclaves peuvent être adaptées à la main pour répondre aux besoins de la Municipal Corporation s'intéresse à leur contrôle.

Par exemple, Porto Rico, qui est une "possession américaine", est également une nation du Commonwealth et continue d'utiliser la loi espagnole de l'inquisition. En fondant leurs opérations hors de Porto Rico, les auteurs pouvaient accéder à cette forme de loi draconienne et l'appliquer à toutes les sociétés américaines "ESTATES" hébergées à Porto Rico et utilisées comme "cargo" dans la nouvelle variation du scandale des obligations de fond.

Ainsi, non seulement le partenaire de la Couronne britannique a mis en place son faux quatorzième amendement (à la soi-disant "Constitution corporative") pour attaquer des innocents en tant que

criminels pré-jugés, mais les autres sociétés municipales avaient l'Inquisition en place --- et tout cela a été fait pour soutenir une fraude constructive unie qui a permis aux coupables de se produire illégalement, illégalement, et dépouiller immoralement la valeur des actifs physiques de ce pays et de nombreux autres pour leur propre bénéfice et imposer un pouvoir coercitif aux personnes vivantes sous la couleur de la loi ---- et tout en étant payé pour nous protéger "de tous les ennemis, étrangers et domestique".

C'est précisément ainsi que le Raj a été organisé en Inde, ce n'est donc pas un mal inconnu. Le même pouvoir coercitif, arrogant et insensible a été déchaîné dans tous les pays où ce système criminel et injustifiable a pris pied, y compris ici, aux États-Unis.

Alors que le peuple indien a subi les marais salants et le massacre d'Amritsar, nous avons subi des milliards de dollars de dommages économiques infligés par ces tribunaux étrangers non divulgués de la Corporation municipale et par des harcèlements et de fausses arrestations, et des connaisseurs, qui ont détruit la vie et la santé et le bonheur de millions d'Américains, y compris des millions d'Amérindiens qui ont été essentiellement rassemblés dans des camps d'internement permanents et laissés à mourir de faim par ces mêmes acteurs.

Cela a été fait en cas de violation flagrante de la confiance et de violation des contrats de service --- c'est-à-dire des constitutions --- permettant à ces sociétés municipales d'exister et de fonctionner sur une base résidentielle dans ce pays.

Nous avons fourni un avis public et une procédure régulière aux responsables du monde entier depuis 21 ans et nous avons maintenant appelé à la dissolution de ces organisations en tant qu'organisations criminelles constituées prouvées et incontestées qui sont maintenant confisquées et sujettes à liquidation en vertu de la loi ecclésiastique.

Il s'agit d'une affaire principale au principal et n'est pas affectée par les multiples faillites des sous-traitants. Les Principaux qui ont bénéficié de la promotion de ces maux, qui ont agi en violation de la confiance, et qui ont éludé et violé leurs obligations en vertu des Constitutions, y compris l'évasion des garanties constitutionnelles dues à ces millions de personnes qui ont été fraudées et usurpées d'identité et blessées en vertu de faux prétextes, ont en outre agi de mauvaise foi.

Cette mauvaise foi a été utilisée pour construire une répétition d'un autre vieux - très ancien - stratagème de criminalité, connu sous le nom de Royaume des mensonges.

Cela a été fait par ces mêmes pirates opérant sous la direction de l'alpha draconii, qui n'ont aucune prétention valable à quoi que ce soit sur cette planète, mais qui ont néanmoins utilisé la présence d'une ancienne soi-disant colonie aryenne dans les contreforts de l'Himalaya il y a des milliers d'années, comme excuse pour s'immiscer dans la vie et le libre arbitre de l'humanité et pour introduire une revendication injustifiable de propriété contre cette planète.

Ces questions sont pleinement débattues dans d'autres tribunaux compétents, nous ne les soutiendrons donc pas ici, cependant, l'impact immédiat d'essayer de ressusciter la mauvaise foi et le royaume des mensonges promu par elle est la prolifération du crime, de la cruauté et l'immoralité à une échelle inimaginable.

Nous estimons que 90% de l'énergie de l'humanité est injectée dans des activités liées au sexe et à l'argent. 70% du trafic Internet est consacré à la pornographie et pratiquement toutes les communications produites par la soi-disant industrie du divertissement sont remplies d'images et de messages subliminaux favorisant le sexe et la mort.

Cela ne signifie pas que cette circonstance est quelque chose que l'humanité a librement choisi; au contraire, cette concentration forcée sur le sexe et la mort a été appliquée via des médias agréés et par d'autres moyens et a été imposée au public par les sociétés municipales complices.

En forçant l'impulsion générative dans l'esprit au lieu de lui permettre de fonctionner dans le corps comme prévu, les auteurs ont une fois de plus miné la valeur et la qualité de vie. Ce n'est pas un résultat nouveau ou imprévisible de leurs activités illégales, c'est plutôt le résultat logique et prémédité, et nous l'avons déjà vu à plusieurs reprises. Nous avons appris nos leçons et n'avons pas besoin de répéter Babylone.

Liquider et / ou perdre les sociétés municipales résoudra la promotion naissante de la mauvaise foi, car, comme d'habitude, les victimes des alpha draconii et ces sociétés municipales incontrôlables sont forcées ou séduites de payer pour leur propre destruction.

Le retour des actifs des sociétés municipales aux créanciers prioritaires préférentiels mettra un terme à tout cela et permettra la récupération d'un environnement sain, heureux et sain pour l'humanité, qui est le but et le destin de cette planète.

Prétendre que nous ne faisons pas partie de l'humanité par divers moyens de tromperie, de fraude et même de manipulation mécanique du génome de la population --- c'est-à-dire plus de grands mensonges et de machinations criminelles --- afin de saper la revendication de l'humanité sur cette planète, ne changera rien à cela.

Il s'agit plutôt de plus de criminalité, de plus de fraude, de plus de tromperie, de plus de violence et de plus de mauvaise foi promus par les criminels parmi nous, et par les sociétés municipales qui ont été utilisées comme instruments de ces fraudeurs.

Le vrai Dieu n'est pas trompé et ne sera pas moqué.

Nous souhaitons la déchéance immédiate des sociétés municipales, de leurs franchises, filiales et agences constituées, ainsi que le retour de tous les actifs et de tous les contrôles qui leur sont liés aux créanciers prioritaires préférentiels, qui dans tous les cas, sont les gouvernements nationaux légaux.

Dans le cas où un gouvernement national légal n'est pas organisé et prêt à accepter la responsabilité dans un pays donné, notre gouvernement fournira un service d'enregistrement, un centre d'échange, un système comptable et un soutien organisationnel pour restituer leurs actifs et les aider à reconstruire leurs gouvernements traditionnels non constitués en société.

Délivré par:

Anna Maria Riezinger, fiduciaire

États-Unis d'Amérique

En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

13 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #2

Created 30 March 2024 22:38:42 by Bryan

Updated 31 March 2024 00:13:14 by Bryan